

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 12/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARGO PROPERTY DEVELOPMENT

Route de Paris

--

14120 Mondeville

Références : 2024.070
Code AIOT : 0100000028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement CARGO PROPERTY DEVELOPMENT implanté Boulevard de l'Espérance -- 14123 Cormelles-le-Royal. L'inspection a été annoncée le 28/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARGO PROPERTY DEVELOPMENT
- Boulevard de l'Espérance -- 14123 Cormelles-le-Royal
- Code AIOT : 0100000028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Cette visite s'inscrit dans le cadre du chantier de construction de la plateforme logistique "Carrefour" implantée le long du périphérique Sud de Caen sur le territoire des communes de

Cormelles-le-Royal, Mondeville et Grentheville.

Cet établissement soumis au régime de l'autorisation et classé SEVESO seuil bas devrait connaître un début d'exploitation en juillet 2024 pour une exploitation à pleine mesure en septembre 2024.

L'Inspection s'est rendue au niveau du chantier des réserves de sprinklage, de la station de l'Orobranche de la Picride, du chantier des groupes froids, puis a cheminé par l'intérieur du bâtiment allant des futures cellules n°0 et liquides inflammables ainsi que les extérieurs Nord du bâtiment puis a transité des cellules n°2 à 5.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Aspect inspection du Travail avec mise en relation exploitant/IT

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Limitation des conséquences de pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Dispositions générales de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures compensatoires non liées à autorisations embarquées	Arrêté Préfectoral du 25/10/2022, article 3.1	Sans objet
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 25/10/2022, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant actuel est la branche "immobilière" du groupe Carrefour jusqu'à la réception du chantier réalisé par le groupe IDEC. Ensuite, un changement d'exploitant devrait intervenir en juin-juillet prochain au profit de la branche "logistique" du groupe Carrefour qui exploite une

plateforme logistique sur la commune de Carpiquet.

Le chantier est propre compte tenu du nombre d'entreprises intervenantes et de sa taille particulière (construction d'une plateforme logistique sur une superficie de 30 hectares).

Le groupe IDEC a déclaré que 4 personnels sont présents pour suivre les aspects qualité, hygiène, sécurité environnement du chantier.

La gestion des liquides doit être revue sans délai et des rétentions disposées systématiquement. La sécurisation des bouteilles de gaz employées doit être rappelée aux entreprises intervenantes. L'emploi de machines outils ou d'outillages électroportatifs pouvant générer des points chauds doit être encadré au moyen de plans de prévention ou d'un approfondissement des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), car les PPSPS présentés au moment de la visite sont insuffisants pour encadrer les aspects des travaux par points chauds ou feu nu permettant de prévenir tout départ de feu dans l'établissement et ainsi protéger les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement.

Et de manière générale, les situations anormales de travail rencontrées lors de la visite d'inspection programmée sont des signaux faibles indiquant qu'un rappel général aux entreprises intervenantes doit être effectué. Ce constat a été partagé avec l'exploitant en réunion de clôture de la visite d'inspection. L'inspection des installations classées a contacté l'Inspection du Travail au retour de cette visite d'inspection pour faire état des constats effectués. L'Inspectrice référente de l'établissement a déjà visité l'établissement et va prendre attache du responsable d'opération IDEC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures compensatoires non liées à autorisations embarquées